

LA VIOLENCE HOMICIDE EN COLOMBIE

Olivier Pissot *

RÉSUMÉ. Les années 1980 sont marquées en Colombie par le retour d'une violence généralisée, en constante augmentation. Une cartographie des homicides par commune facilite l'analyse de ce phénomène protéiforme, aggravé par l'économie de la drogue. Entre phases de propagation mais aussi de rétraction de la violence, se trouve posé le problème de l'illusion de sa diffusion.

• COLOMBIE • DIFFUSION • DROGUE • VIOLENCE

ABSTRACT. In the 1980s, Colombia saw a return of widespread violence, constantly on the increase. Mapping the homicides per municipality offers a way of analysing this protean phenomenon, aggravated by the drug economy. Between phases of expanding and receding violence, the illusion of its diffusion becomes apparent.

• COLOMBIA • DIFFUSION • DRUGS • VIOLENCE

RESUMEN. Los años ochenta están marcados en Colombia por el regreso de una violencia generalizada, en constante acentuación. Una cartografía de los homicidios por municipio facilita el análisis de ese fenómeno proteiforme, agravado por la economía de la droga. Entre fases de propagación pero también de retracción de la violencia, se plantea el problema de la ilusión de su difusión.

• COLOMBIA • DIFUSIÓN • DROGA • VIOLENCIA

Dans les statistiques internationales, la Colombie apparaît tout au long de ces vingt dernières années comme le pays le plus violent de la planète. Cette place en tête des États qui ne connaissent pas de guerre ouverte ne peut lui être contestée, car son taux annuel d'homicides par habitant demeure deux à trois fois supérieur à celui de son suivant dans ce triste classement (1). La violence y est un mal endémique, en dépit de périodes de paix relative. L'ordre et la violence ont continuellement entretenu en Colombie des relations ambiguës de complémentarité, pour y devenir « les deux faces d'une même réalité » quotidienne (2). Toutefois, les spécialistes s'accordent pour constater l'aggravation et la « diffusion » de la violence ; une approche cartographique de la répartition et de l'évolution des homicides de 1982 à 1991 confirme et enrichit ce constat.

Un processus cumulatif

Depuis environ un demi-siècle, la Colombie est à nouveau engagée dans une époque meurtrière, divisée en deux épisodes par une phase d'accalmie relative. Au cours du premier, la *Violencia*, 200 000 victimes sont décomptées en moins de deux décennies, autour des années 1950, lors de combats où s'affrontent surtout les deux partis politiques traditionnels. Par le nombre de ses victimes et surtout le niveau « aberrant » (3) des atrocités commises en son nom, cette guerre civile non déclarée provoque à l'époque un profond traumatisme, dont la mémoire collective garde encore la trace. Le second débute vers 1980, quand les guérillas signalent une vaste reprise du mouvement insurrectionnel (4) ; il se caractérise par la prolifération des groupes en conflits, induite par la montée en puissance des mafias

* UMR REGARDS, Maison des Suds, 12 Esplanade des Antilles, 33607 Pessac Cedex

de narcotrafiquants, la création d'escadrons paramilitaires et l'émergence de bandes délinquantes dans les villes. Les diverses stratégies mises en œuvre par tous ces acteurs aboutissent à des manifestations de violence hétérogènes. Établir une typologie de ces actions serait insuffisant, tant elles sont liées. La situation s'aggrave tandis que perdent de leur sens les distinctions entre le domaine explicitement politique (seuls 7 % des homicides lui seraient imputables), celui de la drogue, un troisième lié aux tensions sociales. Il en est de même entre la violence dite désorganisée (85 % des homicides) et celle qui vient de réseaux structurés, les deux se renforçant mutuellement. Le catalyseur d'un tel bouleversement réside néanmoins dans l'essor pris par les narcotrafics. En suscitant les interférences entre protagonistes, ils sont le vecteur principal de cette aggravation, et entraînent un nouveau fonctionnement de la société dans laquelle l'appareil d'État, inefficace (97 % des délits sont impunis) et qui tient mal son territoire (guérillas et paramilitaires sont maintenant présents dans respectivement 60 et 33 % des communes), ne réussit pas à jouer son rôle d'arbitre (5).

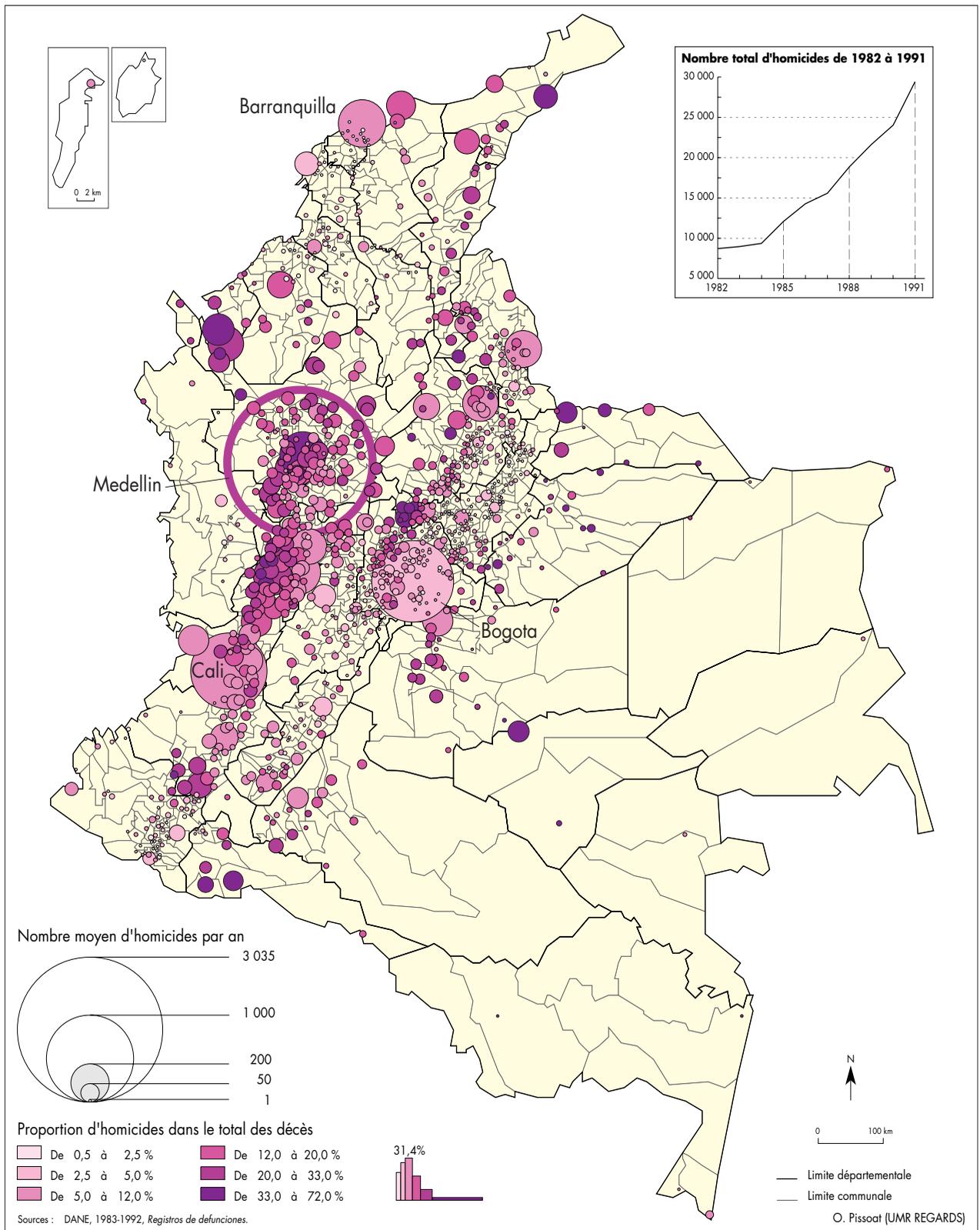
Les espaces de violences en Colombie

Selon une courbe qui s'infléchit nettement à partir de 1985, le nombre des faits recensés a plus que triplé en une décennie (fig. 1). Lorsqu'en un même lieu se concentrent des groupes armés organisés en réseaux opposés, les assassinats se multiplient, mais surtout parmi la population civile et non pas dans les rangs des belligérants, qui se combattent rarement de façon directe et cherchent plutôt à affermir leur emprise territoriale en imposant aux habitants des rapports d'allégeance. Pareille configuration, en ne se référant qu'au seul nombre d'homicides, révèle l'acuité du problème dans les villes : 23 des 25 communes les plus atteintes. Les meurtres sont particulièrement fréquents dans les grandes métropoles : les quatre premières agglomérations du pays représentent à elles seules 31,6 % du total d'homicides, alors qu'elles regroupent 27 % de la population nationale ; mais ils affectent aussi des centres secondaires. Aux attentats terroristes des milices de quartier dirigées par les guérillas, aux opérations de « nettoyage social » déclenchées par les paramilitaires contre ceux qu'ils appellent odieusement les « jetables » (*desechables* : mendiants, drogués, homosexuels), aux actions répressives menées par les troupes gouvernementales, s'ajoutent les crimes imputables au grand banditisme, les exactions commises par des jeunes en rébellion contre une société qui les maintient en marge

dans les périphéries pauvres, les règlements de compte liés à la délinquance commune, les simples rixes aggravées par une consommation excessive d'alcool. À Medellín cette situation atteint un paroxysme.

Le rapport des homicides au nombre total de décès montre d'abord une franche dissymétrie, entre la Cordillère orientale, moins violente (y compris Bogota, puisque son taux est de 4,6 %), et les Cordillères centrale et occidentale dont les taux montent jusqu'au tiers. Connue mondialement pour être le siège du cartel commandé par Pablo Escobar, Medellín, capitale régionale, se détache, parce que, là peut-être plus qu'ailleurs, les valeurs prônées par le chef mafieux et sa réussite fulgurante servent de modèle à des sicaires pour lesquels tuer est un moyen de progresser dans l'échelle sociale. Au-delà des violences perpétrées dans les nombreuses villes qui y sont situées, la vallée du Cauca ressort aussi en raison de la présence d'espaces agricoles, parmi les plus productifs de Colombie. L'intérêt grandissant des guérillas, et donc des paramilitaires, pour les zones de grande agriculture moderne et de moyenne paysannerie est assez récent (6) ; il s'y traduit par une rapide augmentation des meurtres. Objet d'investissements massifs de la part des narcotrafiquants et positionnée stratégiquement au cœur du « triangle d'or » colombien (7), la région caféière, dont les exploitants sont confrontés à l'effondrement des prix du grain, est en outre spécialement affectée, parce qu'elle est propice au développement de cultures illicites (le pavot notamment).

Apparaissent ensuite divers lieux où prime aussi l'usage de la force (taux de 20 à 35 %). Ce sont pour la plupart des aires de colonisation, dont la désorganisation sociale est due à l'absence de l'État et à d'amples migrations de populations instables (*flotadores*). Un cas flagrant est fourni par l'Uraba : au centre des convoitises, d'immenses plantations de bananes y attirent l'ensemble des réseaux armés, capables de commettre de véritables massacres afin de s'appropriier ou de défendre leur territoire. Avec des objectifs et des moyens identiques, des combats font également rage dans les localités installées sur les terrains aurifères du bas Cauca et dans le Sud du Bolivar. Dans le piémont oriental, c'est autour des gisements de pétrole au nord, et des champs de coca dans les trois départements méridionaux (auxquels il faut ajouter le Guaviare), que s'articule le phénomène. D'autres foyers apparaissent autour des exploitations d'émeraudes de l'Ouest du Boyaca (près d'un décès sur deux est un homicide à Muzo et San Pablo de Borbur) et de l'enclave traditionnelle



1. La part des homicides dans la mortalité colombienne de 1982 à 1991 par commune

de marginalité située au sud du département du Cauca, où la drogue est fortement implantée.

Diffusion spatiale ou pulsations de la violence en Colombie ?

La géographie de la violence montre qu'elle est surtout inhérente à la compétition des différents protagonistes en vue de maîtriser les pôles de production et de commercialisation des richesses. Elle se propage sur le territoire (fig. 2), à des rythmes variables. Elle a visiblement progressé entre 1985 et 1988 dans tout le quart nord-ouest de la Colombie (excepté la façade Pacifique), avec pour épice centre Medellin et son aire métropolitaine; l'irruption des mafias de narcotrafiquants, manifeste depuis 1983-1984, entraîne de multiples confrontations avec les guérillas qui sont passées à l'offensive dans les espaces ruraux (axe bananier de l'Uraba, pâturages du Cordoba). Dans tout le pays, les aires de cultures illicites et de transformation de la drogue sont le théâtre d'affrontements, bien que les intérêts économiques en jeu amènent parfois les belligérants à coopérer (moitié sud du piémont oriental par exemple). Dans les domaines d'élevage, le choc est frontal et sans compromis. Les narcotrafiquants, auteurs à l'échelle nationale d'une véritable « contre-réforme agraire » (8), procèdent à de vastes achats de terres, investissant d'énormes masses d'« argent sale » et créant des espaces de sécurité susceptibles d'être convertis en points de transit pour exporter les chargements de cocaïne. Parfois associés à des grands propriétaires terriens et bénéficiant de la complicité de certains membres de la police et de l'armée, ils financent des bandes paramilitaires qui s'emparent de régions entières au prix de combats sanglants. Ces escadrons imposent ainsi leur autorité sur le moyen Magdalena, jusque-là bastion des troupes insurgées (par ailleurs toujours très présentes dans la partie montagneuse des Santander).

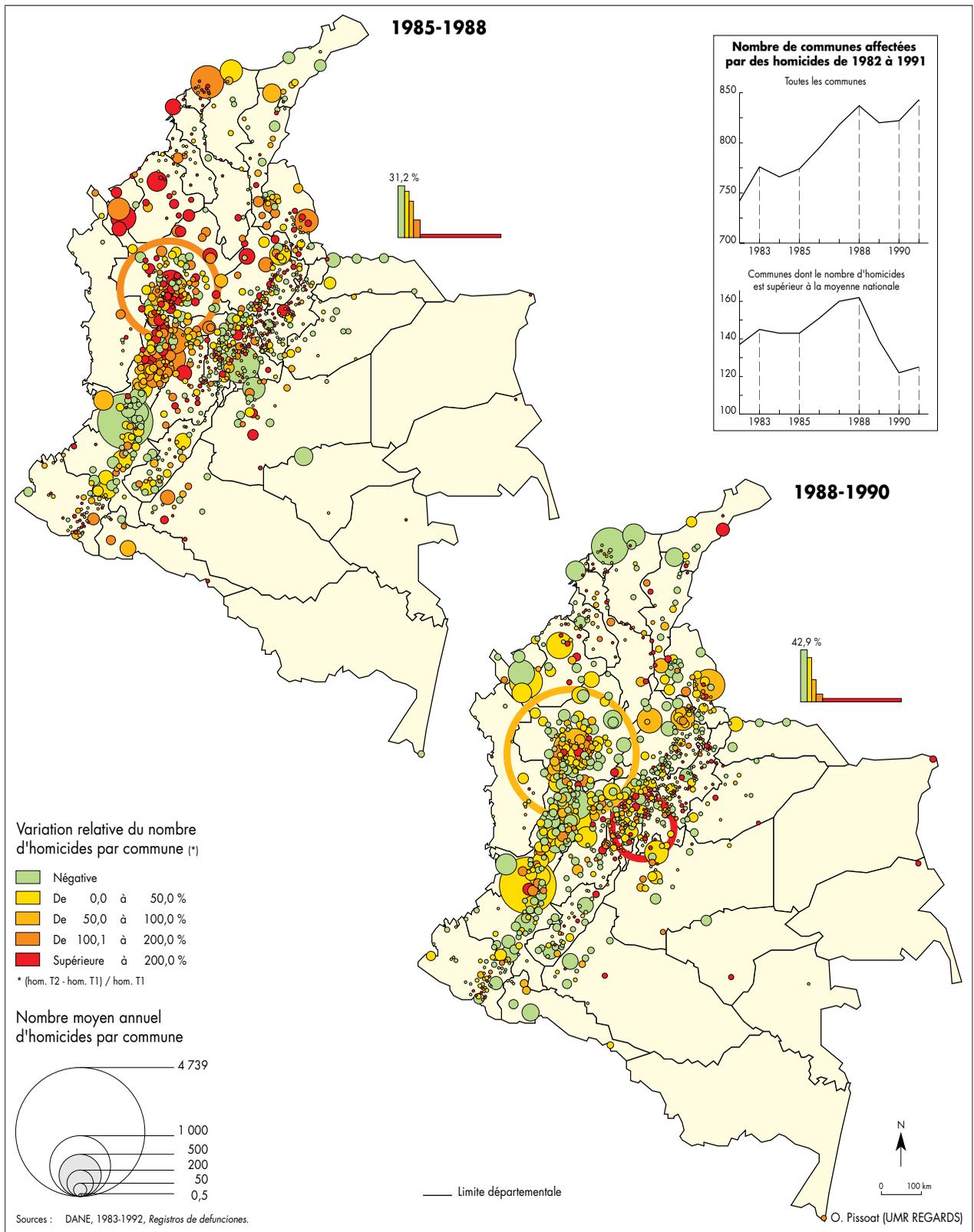
Entre 1988 et 1990, la violence au contraire se rétracte. Les homicides se concentrent surtout dans les grandes villes, lieux du pouvoir central : c'est que l'État est au centre du conflit. Négociant avec les guérillas (sauf l'ELN), il doit en effet endurer la fureur des plus extrémistes des trafiquants de drogue. Les dialogues entamés après « l'initiative de paix » proposée par le Président Barco, en septembre 1988, entraînent une diminution des opérations des mouvements insurrectionnels en 1989. Si l'année suivante les hostilités s'intensifient à nouveau (9) avec les FARC, qui perdent en décembre leur quartier général de La Uribe-Meta, les

discussions continuent avec l'EPL et le M19, et aboutissent quelques mois plus tard à leur démobilisation et à celle de groupuscules de moindre importance. Face au « cartel de Medellin » en revanche, la situation ne fait qu'empirer. Résolus à obtenir l'abrogation de la loi qui les menace d'extradition vers les États-Unis, les chefs mafieux déclenchent une campagne terroriste qui atteint en 1989-1990 une ampleur sans précédent, surtout à Medellin et Bogota (à elles seules ces deux métropoles réunissent 32,5 % des homicides en 1990) : les premiers visés sont les policiers et les magistrats. Des élus et des journalistes sont aussi abattus, et l'homme de la rue paie le plus lourd tribut dans des attentats aveugles, commis fréquemment à proximité d'édifices publics, tuant au total des centaines de personnes.

L'épreuve de force engagée avec l'État n'empêche pas les narcotrafiquants de poursuivre leur « guerre » contre la « subversion ». D'abord entraînés sous la férule de Gonzalo Rodriguez Gacha depuis son repaire situé dans la zone des émeraudes, leurs formations paramilitaires assassinent systématiquement quiconque est soupçonné d'avoir des liens avec les guérillas, notamment des syndicalistes et des militants de l'Union Patriótica (10), particulièrement bien implantée parmi les ouvriers de Barrancabermeja.

Conclusion

La banalisation d'une intolérance extrême dans la résolution des conflits, quels qu'ils soient, et la croissance globale du nombre de communes dans lesquelles sont perpétrés toujours plus d'homicides, permettent-elles de parler de diffusion spatiale de la violence en Colombie ? De fait, généralement associée à celle d'innovation (11), la notion de diffusion renvoie en géographie à des règles spatiales précisément définies, qui commandent, à propos du cas colombien, de ne l'employer qu'avec précaution. Il semble s'agir en l'occurrence, non pas de diffusion à partir d'un point, d'une ligne ou même d'une aire, mais plus exactement du réveil ou de l'excitation sporadiques de lieux déjà là, mais exposés par leur structure même, et où la violence se déploie (ou se rétracte) avec une intensité et en des configurations variables selon les acteurs et leurs stratégies (montagnes refuges, zones de grandes cultures, aires de colonisation agricole, villes du pouvoir, cités ouvrières, etc.). Une phase d'expansion de violences multiples tend à les exciter en grand nombre, sinon tous, ce qui peut donner l'illusion de la diffusion. Mis en évidence dans les travaux accumulés par les géographes depuis plusieurs décennies (12), les éléments propres aux processus



2. L'évolution des homicides en Colombie de 1985 à 1988 et de 1988 à 1990

de diffusion spatiale méritent cependant d'être repris afin d'appréhender plus précisément les phénomènes de violences en cours en Colombie. Un tel travail pourrait aider à déterminer les « endroits à risque ». Ce qui d'ailleurs devrait permettre de « prédire » les points chauds, en fonction des raisons et stratégies des violents (13).

(1) Pour des chiffres précis, reprenant et complétant les résultats de R. Losada et E. Velez, voir DEAS M., GAITAN D. F., 1995, *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogota, FONADE-DNP, 415 p.

(2) PECAUT D., 1996, « Présent, passé, futur de la violence », *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, p. 17-63. L'ensemble des travaux de Daniel Pécaut fait référence en la matière, surtout : *L'Ordre et la violence : évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris : EHESS, 486 p. ; 1996, « Réflexions sur la violence en Colombie », *De la violence*, Séminaire de Françoise Héritier, Paris : Odile Jacob, p. 225-271.

(3) GUZMAN C.G., FALS B.O., UMANA L.E., 1977 (8^e éd.), *La violencia en Colombia*. Bogota, Punta de Lanza-Univ. Nacional, vol. I, 430 p. Ce livre, publié en deux volumes en 1962, constitue l'ouvrage pionnier de l'étude de la violence.

(4) Les principales guérillas sont les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), l'ELN (Armée de libération nationale), l'EPL (Armée populaire de libération) et le M-19 (Mouvement du 19 avril). Alors que les trois premières, nées dans les années 1960, se sont d'abord implantées dans les zones rurales, le M-19, créé au début des années 1970, recrute à l'origine surtout dans les classes moyennes des villes, sur la base d'un discours populiste qui délaisse les références au marxisme. Il abandonne la lutte armée en 1990-1991, tout comme l'EPL, d'obédience maoïste et qui s'est installé au départ dans la région de l'Uraba. À l'inverse, l'ELN, de tendance cas-triste et initialement développé dans le département du Santander, est

toujours en activité, de même que les FARC, d'inspiration communiste, qui constituent aujourd'hui la plus importante guérilla colombienne, par leur ancienneté (elles sont directement issues des groupes d'autodéfense paysanne formés durant la *Violencia*), le nombre de leurs combattants et leur présence sur le territoire national.

(5) Les chiffres présentés dans ce paragraphe sont cités par bon nombre d'auteurs.

(6) D'amples renseignements se trouvent dans l'analyse détaillée à laquelle participe entre autres Camilo Echandia : BEJARANO A.J.A. et al., 1997, *Colombia : inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Bogota : Univ. Externado de Colombia-FONADE, 255 p.

(7) Zone multipolaire dont les côtés ont pour sommets les trois premières agglomérations du pays (Bogota, Medellin et Cali). Véritable aire nucléaire de l'espace national, sa place prépondérante sur le plan démographique et économique lui a valu le qualificatif de « triangle d'or » (M. Jimenez, S. Sideri, repris par J.-P. Deler dans la *Géographie Universelle*).

(8) REYES POSADA A., 1996, « Contra reforma agraria de los narcos », *El Espectador*, 10 mars, Bogota, p. 8A.

(9) Avec les FARC, l'accalmie est ainsi de courte durée puisque depuis 1987, date à laquelle est rompu le cessez-le-feu conclu avec le gouvernement Betancur trois ans plus tôt, seule l'année 1989 voit le nombre de leurs actions baisser.

(10) Parti politique créé en 1985, dont les FARC et le parti communiste sont à l'origine.

(11) Le recours à la violence n'est pas, en Colombie encore moins qu'ailleurs, une pratique nouvelle.

(12) Doivent être cités T. Hägerstrand, L. Brown et Th. Saint-Julien.

(13) Le dossier coordonné par Daniel Pécaut : « Colombie : une guerre contre la société », paru dans le numéro 34 de la revue *Problèmes d'Amérique Latine*, est le plus récent et le plus complet document en langue française sur le sujet.

Pour en savoir plus sur la Colombie grâce à Internet

Deux sites sont très intéressants :

- www.derechos.org/nizkor/colombia traite des droits de l'homme et dispense, entre autres, des informations sur les *desplazados* ;
- www.cip.fuhem.es, espagnol, publie des travaux sur le thème de la paix, la Colombie étant une rubrique spéciale dans laquelle peuvent apparaître de très bon articles.

Peuvent être ajoutés à cette liste, les sites des deux principales guérillas colombiennes (FARC et ELN) et de l'orga-

nisation paramilitaire AUC qui rassemble les différents groupes au niveau national :

- tierra.ucsd.edu/farc-ep, site des FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*) ;
- www.eln-voces.com, site de l'ELN (*Ejército de Liberación Nacional*) ;
- www.colombialibre.org, site des AUC (*Autodefensas Unidas de Colombia*).

Plusieurs de ces sites donnent le choix de la langue. –

Olivier Pissot